



2015-2019 / Bulletin n° 61

Le 17 décembre 2015

VIOLENCE CONJUGALE EN MILIEU DE TRAVAIL

PEUT-ON ÊTRE EN SÉCURITÉ AU TRAVAIL QUAND ON NE L'EST PAS À LA MAISON?

Le 1^{er} décembre 2015, j'ai eu la chance d'assister, avec la consœur Diane Mitchell, au lancement du Centre de ressources sur la violence conjugale organisé par le Congrès du travail du Canada. Plusieurs représentantes et représentants de différents syndicats et plusieurs députés et députées de différents partis politiques y ont participé.

La violence conjugale est définie comme toute forme de violence physique, sexuelle, affective ou psychologique, ce qui comprend le contrôle financier, le harcèlement et l'intimidation. Cela se produit entre partenaires intimes de sexe opposé ou de même sexe, mariés ou non, conjoints de fait ou vivant ensemble. Elle peut également continuer après une séparation.

- Plus de la moitié (53,5 %) des personnes ayant déclaré être ou avoir été victimes de violence conjugale ont indiqué qu'au moins une forme de violence s'était produite sur leur lieu de travail ou à proximité.
- Au total, 81,9 % ont déclaré que la violence conjugale avait nui à leur rendement professionnel.

Selon une enquête publiée sur le site du Congrès du travail du Canada, la violence conjugale est un problème que vivent malheureusement un grand nombre de travailleuses et travailleurs dans leur lieu de travail et trop peu de soutien financier et législatif est fourni par les employeurs et nos gouvernements.

« J'ai menti au sujet de mes blessures et de mes absences car j'avais peur et je n'étais pas capable à l'époque de reconnaître le fait d'être maltraitée. »
Citation de l'enquête du CTC

Vous trouverez sur le site www.violenceconjugaleautravail.ca une foule d'informations et de ressources qui vous aideront à comprendre le besoin d'en parler et de ne pas hésiter à dénoncer.

N'hésitez pas à diffuser cette information, car quelqu'un près de vous pourrait en avoir besoin.

Solidarité,

Marc Roussel
Permanent syndical national, santé et sécurité

2015-2019 / Bulletin n° 61

MR/lh-sepb 225 – scfp1979

